

ÉDITORIAL

Pays en développement et pollution atmosphérique

Rémy BOUSCAREN*

Les pays en développement prennent peu à peu conscience de la dégradation de leur environnement et de la nécessité de procéder à un état objectif de cet environnement et d'élaborer une stratégie de remédiation. Cette prise de conscience se fait progressivement sous l'impulsion de minorités associatives agissantes dans le domaine de la protection de l'environnement mais aussi grâce à l'aide d'acteurs venant de l'extérieur du pays. Ces actions extérieures sont nombreuses et il serait extravagant d'avoir la prétention de les citer toutes.

En ce qui concerne l'environnement proche de l'APPA, il est utile de rappeler une initiative récente. L'Union internationale des APPA (IUAPPA), par le truchement du *Global Atmospheric Pollution Forum* (GAPForum – <http://www.sei.se/gapforum/participants.php>), s'efforce d'encourager la constitution de plateformes régionales d'échange d'expertise et de mise en cohérence des politiques de prévention des pollutions atmosphériques et de lutte contre le changement climatique.

Le GAPF apporte ainsi son appui aux réseaux Africain, Sud Américain, Asiatiques en partenariat avec l'UNEP et l'UNEP. Il intervient comme catalyseur dans le dialogue rassemblant l'ensemble des acteurs concernés, gouvernementaux, associatifs, économiques afin de rechercher les solutions les plus adaptées aux contextes spécifiques régionaux et locaux. Le GAPF aide ces groupes à construire des cadres utiles au règlement des problèmes de pollution atmosphérique à toutes les échelles (régionales, hémisphériques et globale) en prenant soin de ne pas dissocier la pollution classique et les enjeux climatiques. Les priorités du GAPF sont de développer et d'harmoniser des inventaires et des bases de données de qualité, de transférer les techniques et le savoir-faire en matière de surveillance et de modélisation et d'élever le niveau de formation et d'expertise des personnels.

De façon plus concrète, l'IUAPPA va aider au lancement, en novembre prochain, d'un réseau Nord Africain intergouvernemental pour la prévention des pollutions atmosphériques, en liaison avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). L'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Libye y sont conviés. L'IUAPPA y organisera une conférence scientifique.

Il est évident qu'il ne suffit pas de faire des conférences et des réunions. Ces réunions et conférences

ne sont que l'aspect « catalytique » de ces initiatives. Il faut ensuite passer à l'action : organisation des institutions, création de structures de concertation, campagnes de mesure, visites d'installations industrielles, enquêtes, cycles de formation, etc., autant d'actions qui nécessitent des financements, de la volonté et de la persévérance.

L'une des initiatives les plus étonnantes de ces vingt dernières années dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique est sans doute la Convention LRTAP (*Long Range Transport of Air Pollution*). En se penchant sur le passé, comment a-t-il été possible de faire travailler ensemble des pays européens de systèmes politiques, de systèmes administratifs, de niveaux technique et scientifique, de langues, de mentalités aussi différents ? Comment a-t-on pu obtenir un bon niveau de coopération des responsables des émissions de polluants. Comment a-t-il été possible, dans le cadre de l'Union Européenne (programme CAFE) et des pays associés, de mettre en place des outils réglementaires contraignants et d'en contrôler l'application ?

Cette Tour de Babel basée sur la Science ne s'est pas écroulée. Elle est même en train d'être rehaussée en prenant en compte le changement climatique (Modèle intégré GAINS : *Greenhouse Gas and Air Pollution Interactions and Synergies*).

Pourquoi de tels projets ne pourraient-ils pas être reproduits dans d'autres régions ou d'autres pays ? Mais il faut aussi rester modeste. Il ne faudrait pas pour autant « brûler les étapes ».

On se rappellera que dans les pays industrialisés, une quarantaine d'années se sont écoulées entre les premiers balbutiements pour mesurer la qualité de l'air, les premières enquêtes épidémiologiques et la mise en place de stratégies efficaces de lutte contre la pollution atmosphérique et le changement climatique. Quels que soient la volonté politique des responsables et les budgets mis en œuvre, il est déraisonnable de penser que les pays en développement vont mettre seulement une paire d'années pour rattraper leur retard.

Ne serait-ce qu'à cause du manque de personnel hautement qualifié et expérimenté en nombre suffisant.

Comme toujours et comme partout, le développement des compétences prime tout et l'enseignement est une entreprise de longue haleine.

* Ingénieur de l'École Supérieure de Physique et de Chimie industrielle de la ville de Paris (ESPCI). Ancien directeur du CITEPA.